

**GUERRE À GAZA ET AU LIBAN :
PAS EN NOTRE NOM !**

Dossier

page 6

**UNE ATTAQUE CONTRE
LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS
EST UNE ATTAQUE CONTRE
TOUS LES TRAVAILLEURS**

RÉVOLUTIONNAIRES

21 31 OCTOBRE 2024 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



**HAUSSE DES PRIX,
ATTAQUES CONTRE LA SÉCU,
LICENCIEMENTS**



**Faire face
à l'offensive
du gouvernement
et du patronat !**

ÉDITORIAL

**Contre l'escalade
guerrière
israélienne
soutenue par les
grandes puissances**

Israël vient de décider d'interdire les activités de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) dont l'administration a été expulsée du siège de l'organisation, situé à Tel-Aviv. L'armée israélienne continue de pilonner Gaza, une vaste opération de « nettoyage ethnique », avec la technologie militaire moderne : les bombardements massifs, l'occupation militaire, l'exil forcé et interminable de près de deux millions de Gazaouis qui n'ont pas la possibilité de sortir de leur territoire exigu, le ciblage des hôpitaux et des écoles transformées en abris, la famine provoquée par le blocage israélien de l'aide humanitaire et du ravitaillement. Ce maigre accès à l'aide humanitaire était essentiellement assuré par l'UNRWA dont les activités viennent donc d'être interdites. Comble du cynisme, Netanyahu a dit vouloir prendre le relais de l'assistance humanitaire, et le faire assurer par l'armée israélienne... dont la seule « assistance » aux Gazaouis se fait à coups de bombes.

L'HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES

Tous les pays, États-Unis compris, ont condamné. Mais ça change quoi ? Ils continuent à armer Israël, quoi que fassent ses dirigeants.

SUITE PAGE 2 >>



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) |

FACEBOOK : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

LE PEN À SON PROCÈS, LE RN À SA NICHE... ET LE MONDE DU TRAVAIL SERA BIEN GARDÉ !

Depuis le 30 septembre dernier, Marine Le Pen partage son temps hebdomadaire entre les bancs de l'Assemblée nationale et ceux... de ses coaccusés au procès des assistants parlementaires « fictifs » du Front national (le parti qui a donné le RN) au Parlement européen entre 2004 et 2016. Elle y encourt jusqu'à dix ans d'emprisonnement, un million d'euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité. Au total, vingt-sept dirigeants du parti sont poursuivis pour détournement de fonds publics (autour de 7 millions d'euros). Ça la fiche mal pour tous ces leaders d'extrême droite, toujours prompts à dénoncer « la corruption des élites » et « la gabegie financière », mais toujours prêts en réalité à tirer le meilleur parti des mannes financières offertes par la démocratie parlementaire bourgeoise.

Le vieux facho Le Pen père a réussi à se faire exempter des audiences pour « raisons médicales »... mais par contre son ancien majordome (si, si) a dû venir expliquer son salaire de 87 000 euros versé par le Parlement européen, qui n'avait pas grand-chose à voir avec la mission d'assistant parlementaire...

Le RN espère étouffer ce buzz médiatique inconfortable par un autre buzz à son avantage : apparaître, grâce à « sa niche parlementaire »¹ du 31 octobre, comme le premier parti à déposer un projet de loi permettant de revenir au départ à la retraite à 62 ans et non à 64 comme l'ont imposé Macron et Borne. Dans l'exposé des motifs de la loi déposée, on peut lire que les choix politiques pour préserver le système de retraites « pourront

être effectués lorsque le Rassemblement national accèdera au pouvoir et sera en mesure de mettre en place la réforme globale qu'il propose depuis plusieurs années ». Rappelons que souvent le RN varie sur le sujet des retraites : « 60 ans pour tous » (Le Pen en 2017), « 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler avant 20 ans » (Le Pen en 2022), « abroger les 64 ans » (Thomas Ménagé, député RN, le 10 juin 2024), « ce sera compliqué d'abroger » (Bardella... le 11 juin 2024 !). Plus le RN s'approche de la possibilité d'accéder au gouvernement, plus l'âge du départ à la retraite qu'il préconise recule.

Alors, bien naïfs seraient ceux qui penseraient le RN sincère sur ce coup-là ! C'est encore un énième plan « com » bien huilé,

comme aime les concocter ce parti qui se moque bien du départ à la retraite à 64 ans... car, pour que son projet de loi puisse continuer à suivre le bon chemin législatif, il lui faudrait un groupe au Sénat, ce qu'il n'a absolument pas.

Par contre, évidemment, il met les députés du Nouveau Front populaire en porte-à-faux, et ils se sont d'ailleurs divisés entre eux sur l'attitude à adopter, ce qui était un des buts de la manœuvre du RN. Un site Internet estampillé RN a d'ores et déjà été mis en ligne pour permettre à qui le veut bien d'interpeller son député à ce sujet...

Bref, si on vous demande ce qu'il faut voter, répondez : la grève ! Et jusqu'à satisfaction : pour commencer, le retour de la retraite à 60 ans et aux 37,5 années de cotisation.

PAR MARIE DAROUEN • 29/10/2024

1. Il s'agit du droit de chaque groupe parlementaire de fixer un jour par mois l'ordre du jour de l'Assemblée.

Les fonctionnaires : une cible facile pour le gouvernement !

Le gouvernement vient de dégainer une nouvelle attaque pour grappiller quelques centaines de millions : passer d'un à trois le nombre de jours de congés maladie non pris en charge par la Sécu pour les fonctionnaires et baisser à 90 % la rémunération dudit congé quand il se prolonge !

Pour le gouvernement, les fonctionnaires abuseraient des congés maladie. Et puis, cela permettrait plus d'équité, nous dit-on, avec les salariés du privé qui ont déjà les trois jours de carence. Mais rien ne justifie le moindre jour de carence ! Salariés du privé comme fonctionnaires, chacun cotise pour être pris en charge en cas de maladie !

La gauche et les syndicats sont vent debout contre cette proposition et ils ont raison. La gauche va proposer des amendements... qui ne passeront pas. Car, pour contrer ces attaques, il faudra rendre les coups : dans les grèves et dans la rue.

PAR L. L. • 28/10/2024

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 21 • 31 OCTOBRE 2024 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

Crise agricole : rien n'est réglé

Les mauvaises récoltes, les maladies dans les élevages et la baisse de collecte annoncée par Lactalis fin septembre avivent la crise agricole et risquent d'enflammer de nouveau les campagnes, au point que les syndicats majoritaires, FNSEA et Jeunes agriculteurs (JA), appellent à la mobilisation à partir de mi-novembre.

« NE NOUS FLATTONS PAS TROP DE NOS VICTOIRES SUR LA NATURE, ELLE SE VENGE DE CHACUNE D'ELLE » (F. ENGELS)

Les agriculteurs subissent de plein fouet les dérèglements écologiques. Les phénomènes climatiques exceptionnels, les fortes pluies du printemps comme la sécheresse dans le sud du pays ont amené les rendements céréaliers et viticoles à des niveaux catastrophiquement bas. Les sols anéantis par l'agriculture intensive ne peuvent plus capter et retenir l'eau, et les très fortes pluies accélèrent leur érosion.

Depuis 2015, le réchauffement climatique favorise également la prolifération de petits moucheron responsables de maladies qui déciment les troupeaux.

LA CRISE DES REVENUS AGRICOLES N'EST PAS TERMINÉE

Les agriculteurs sont pris en tenaille entre leurs fournisseurs, l'agro-alimentaire, la grande distribution, les coopératives et les banques. Tout au moins les petits agriculteurs,

pas les plus grandes entreprises du secteur agricole, ceux qui font d'ailleurs la loi à la FNSEA.

Pour faire face, le gouvernement promet de nouvelles aides publiques, vaccins gratuits pour les bêtes, primes à l'arrachage des vignes ou encore exonérations de cotisations sociales MSA. Mais les aides publiques, à commencer par les versements de la PAC, donnent tout juste aux agriculteurs la possibilité de surnager... pour pouvoir continuer à alimenter les profits des grands groupes. Les agriculteurs doivent pouvoir vivre de leur travail ! Mais cette société qui place la terre et ceux qui la cultivent sous le joug capitaliste est incapable de le permettre.

PAR BASTIEN THOMAS • 28/10/2024



LA FERME DES ANIMAUX

Pour la FNSEA et les JA, la conclusion prochaine du traité de libre-échange entre Union européenne et Mercosur est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, d'où l'appel à mobilisation mi-novembre. On ne les avait pas entendus hurler si fort quand Lactalis annonçait le « licenciement » de plusieurs centaines de producteurs laitiers : du côté des syndicats majoritaires, on préfère cibler la concurrence étrangère que les exploitants bleu-blanc-rouge...

C'est que la concurrence entre organisations agricoles se fait à droite. Sur ce terrain, la FNSEA est menacée par la Coordination rurale (CR). Celle-ci multiplie les coups de com' en les teintant à l'occasion de violence politique contre la gauche. En 2004 déjà, elle soutenait un agriculteur qui avait assassiné deux inspecteurs du travail. L'hiver dernier, un responsable de la CR Lot-et-Garonne avait menacé Marine Tondelier de la « plumer ». Et, il y a quelques semaines, une manifestation de la CR Haute-Vienne a déversé du lisier devant les permanences de députés LFI. Ces petits fachos des champs n'ont rien à envier à leurs cousins des villes. Et eux bénéficient par avance de la mansuétude de Retailleau qui a donné aux flics des consignes de « bienveillance » envers eux !

Soutenez la presse communiste

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

ABONNEZ-VOUS À

RÉVOLUTIONNAIRES

- 6 MOIS : 20 €
(25 € en tarif de soutien)

- 12 MOIS : 40 €
(50 € en tarif de soutien)

QR CODE

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

Élection présidentielle américaine : de deux maux le moindre ?

La campagne présidentielle américaine a de quoi inquiéter tous ceux que l'idéologie raciste, autoritaire, voire fascisante de l'extrême droite trumpiste révolte. D'autant que la digue démocrate semble faire monter son niveau plutôt que protéger de sa montée.

FESTIVAL RÉAC CHEZ LES RÉPUBLICAINS

Des expulsions massives d'immigrants aux nouvelles restrictions à l'avortement, en passant par la répression policière des manifestations, la restructuration de la fonction publique pour l'inféoder politiquement à Trump et des réductions d'impôts massives pour les riches, le programme du candidat des républicains coche toutes les cases du pandémonium réactionnaire. Il s'en prend aussi aux femmes et aux personnes LGBT+, jusqu'à vouloir purger bibliothèques et écoles de tout livre mettant en cause la famille traditionnelle et la domination masculine sur la société. Trump prétend que le changement climatique est une invention de la gauche pour attaquer le mode de vie américain ; il promet de mettre par terre tout ce qui protège l'environnement des déprédations des capitalistes. Et on pourrait longtemps continuer la liste...

Les Américains sont-ils devenus fous, pour vouloir remettre au pouvoir un homme d'affaires véreux doublé d'un incapable (qu'on se souvienne de son absence totale de réaction à la pandémie de Covid-19...) ? Non, à l'évidence.



LE TRISTE BILAN DES DÉMOCRATES

Le haut niveau d'intentions de vote pour Trump s'explique d'abord par le bilan de l'équipe démocrate au pouvoir. Le président Joe Biden a cédé sa place de candidat à sa vice-présidente Kamala Harris parce qu'il souffrait d'un début de gâtisme, mais plus encore d'impopularité. Sous son mandat, l'inflation a explosé, rendant prohibitives les dépenses de santé. Les coûts du logement et de l'énergie ont plus que doublé. Quant aux prix des denrées alimentaires, ils ont augmenté de 25 % depuis 2019. Certes, Biden soutient officiellement certaines des grèves qui secouent le pays depuis un an et demi afin d'arracher aux patrons d'indis-



pensables augmentations des salaires. Mais son administration s'efforce surtout d'y mettre fin au plus vite, quitte à appuyer des « deals » défavorables aux grévistes. Le taux de chômage réel se situe autour de 9 %, le double des chiffres officiels. Et, sur toute une série de sujets, comme la politique anti-migrants, les démocrates se sont alignés sur les républicains.

L'AVENIR EST AUX TRAVAILLEURS RÉVOLUTIONNAIRES

Démocrates et républicains représentent tous l'élite riche qui les finance. Les deux partis gèrent un système qui détruit la planète, mène des guerres impérialistes et

« L'avenir est celui de la lutte résolue des travailleurs contre tout ce qui les divise et les affaiblit. »

attaque les conditions de vie de la majorité laborieuse de la population. On comprend que nombre d'Américains, effrayés du danger que représente Trump, votent démocrate. C'est d'ailleurs devenu le principal argument de la campagne de Harris. Mais que Trump gagne ou perde, le virage d'extrême droite des républicains se poursuivra, car les démocrates sont impuissants à l'arrêter.

Pour que les intérêts du monde du travail soient représentés dans cette élection, il faudra qu'un parti se consacrant à leur défense en lève l'étendard. D'autant plus que l'instabilité de la situation ne va probablement pas se résorber, quel que soit le résultat, avec une extrême droite qui soit sera galvanisée par une victoire de Trump, soit n'acceptera pas la victoire de Harris. De petites organisations d'extrême gauche s'attellent comme elles le peuvent à la tâche, sans pour le moment parvenir à se présenter dans tout le pays. L'avenir est néanmoins de ce côté-là, celui de la lutte résolue des travailleurs contre tout ce qui les divise et les affaiblit.

PAR MATHIEU PARANT • 27/10/2024

CUBA : UN DÉSASTRE ÉCONOMIQUE DÛ À L'IMPÉRIALISME

Vendredi 18 octobre, Cuba a connu une panne d'électricité géante qui l'a privée de courant pendant plusieurs jours. Les installations ne peuvent être correctement entretenues faute d'approvisionnement en pièces de rechange importées.

Le 22 octobre, plusieurs centaines d'habitants de La Havane sont descendus dans la rue pour protester. Le régime a répondu par des arrestations. Le président, Miguel Díaz-Canel, a réagi en déclarant que les manifestants « en état d'ébriété », troublaient « l'ordre public », et étaient « appuyés par les opérateurs de la contre-révolution cubaine depuis l'étranger ».

UN BLOCUS QUI DURE DEPUIS PLUS DE 60 ANS...

Depuis 60 ans, Cuba est confrontée à un blocus imposé par l'impérialisme américain, qui n'a jamais digéré de perdre cette île qu'il considère comme faisant partie de sa zone d'influence. Barack Obama avait commencé à desserrer l'étau, notamment en rendant légale l'exportation de médicaments vers l'île. Mais, dès son arrivée au pouvoir, Donald Trump a mis fin à cette ouverture et durci l'embargo avec un nouvel arsenal de sanctions.



... AGGRAVÉ PAR DES RÉFORMES ÉCONOMIQUES PRO-CAPITALISTES

La révolution cubaine de 1958-1959 a entraîné la nationalisation des industries et des banques du pays, puis de pratiquement toute l'économie. Mais, malgré un mouvement de grève générale inédit en 1959, la classe ouvrière n'a jamais disposé d'organes indépendants. Fidel Castro, nationaliste petit-bourgeois qui voulait au départ assurer un peu d'indépendance à Cuba par rapport aux États-Unis, a été poussé plus loin qu'il le voulait par l'intransigeance des États-Unis et l'hostilité virulente de la bourgeoisie cubaine.

Cuba s'est alors tournée vers l'URSS. Mais, à la chute de cette dernière, l'île s'est trouvée économiquement étranglée. Les années 1990, appelées « période spéciale », ont vu le PIB chuter de 35 % et la production industrielle des quatre cinquièmes.

Le gouvernement a alors adopté une série de réformes favorisant le secteur privé – ce que le régime appelle « diversification des formes de propriété ». Des mesures monétaires brutales ont été prises pour tenter de réduire les déficits publics. Raúl Castro a fait abandonner le principe « d'égalitarisme salarial » et a fait repousser l'âge légal de la retraite à 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes. En

février 2021, le président actuel, Miguel Díaz-Canel, a annoncé une nouvelle vague de libéralisation. Cette année-là, 600 000 personnes, soit 14,5 % de la population active, travaillaient dans le secteur privé. Les inégalités ont explosé. Résultat : on estime que rien qu'en 2022, 320 000 Cubains ont fui, soit près de 3 % de la population.

POUR LA MOBILISATION INDÉPENDANTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Ces mesures de remise en cause des acquis de la révolution de 1959 ont provoqué des réactions sociales auxquelles le régime répond par la répression. En 2021 déjà avaient eu lieu de grandes mobilisations. Le gouvernement avait répondu, comme aujourd'hui, par des arrestations, qualifiant les manifestants « d'agents des États-Unis ».

Bien sûr, il faut avant tout imposer la levée du blocus imposé par les États-Unis. Mais la population travailleuse n'a aucun intérêt à la défense du régime actuel, pas plus qu'à se ranger du côté de la droite cubaine appuyée par l'impérialisme américain. La solution viendra de la mise en avant des revendications et des intérêts propres des travailleurs.

PAR AURÉLIEN PERENNA ET MICHEL GRANDRY

• 28/10/2024

>> SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale à lire : npa-revolutionnaires.org



La conférence de Macron sur le Liban : l'hypocrisie au pouvoir

En réunissant jeudi 24 octobre à Paris sa « Conférence internationale de soutien à la population et à la souveraineté du Liban », Macron n'a pas rencontré un grand succès. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, n'y est venu qu'en vidéo pour un petit discours. Ni le président américain, ni son secrétaire d'État, Antony Blinken, n'ont eu envie de se déplacer : pour eux c'était les affaires de cette petite France qui, ayant été à l'époque coloniale la puissance tutélaire du Liban, y a gardé quelques liens avec la riche bourgeoisie locale et quelques intérêts pour la sienne.

Quant à la cagnotte lancée par Emmanuel Macron pour aider le Liban, bien malin qui sait combien de promesses de dons elle a enregistré : l'objectif annoncé était de 426 millions d'euros ; elle aurait presque atteint le milliard d'euros de promesses, selon la presse. Promesses seulement... et un montant dérisoire si on le compare aux milliards d'aide militaire accordés à Israël pour mener sa guerre de destruction à Gaza et au Liban, dont une nouvelle tranche de 8,7 milliards supplémentaires accordée par les États-Unis, au moment même où Israël lançait sa guerre au Liban.

Montant dérisoire pour un pays sous les bombes, dont 1,2 million d'habitants ont dû fuir leur domicile devant l'invasion et les bombardements israéliens. Mis à part ceux de ce petit village chrétien maronite du Sud, Qlayaa, que cite le journal *Le Monde*, dont le curé a négocié d'être épargné au mérite que sa jeunesse s'était, dans les années 1980, enrôlée dans l'Armée du Liban sud (ALS) qui combattait les Palestiniens aux côtés de l'armée israélienne.

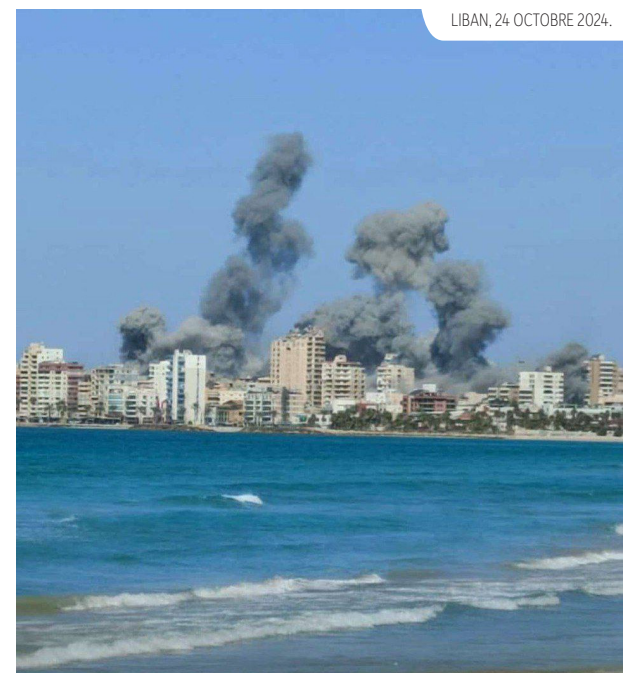
Pour la dite « aide humanitaire » récoltée, les seuls chiffres précis pour l'instant seraient 100 millions débloqués par la France et 96 millions par l'Allemagne. Et pour aider à quoi ? L'aide de la France devrait surtout servir non pas à aider la population, mais à contribuer à l'équipement de l'armée libanaise officielle, une armée relativement faible au regard de ce qui est devenu la principale force militaire du pays, les troupes du Hezbollah. Si la guerre menée par Israël pouvait être l'occasion de rééquilibrer les forces au profit de ceux qui, avant la montée du Hezbollah, y dominaient le pouvoir, la grande bourgeoisie chrétienne maronite (celle jadis des banquiers du Liban et de son extrême droite) et le clan de la bourgeoisie sunnite qui a fourni nombre de chefs de gouvernement, dont les milliardaires Hariri père et fils, voilà qui sérait bien à leurs homologues français.

« L'aide de la France devrait surtout servir non pas à aider la population mais à contribuer à l'équipement de l'armée libanaise officielle. »

Quant aux soucis humanitaires de Macron, ils sont bien résumés dans une de ses petites phrases lors de sa conférence : « Il faut à tout prix éviter que le déplacement des gens du Sud vers Beyrouth ne crée de nouvelles divisions. » Ce n'est pas le sort de ce million de déplacés qui l'inquiète, mais la crainte que leur venue à Beyrouth n'y provoque des désordres sociaux, voire à nouveau des affrontements communautaires. Une nouvelle guerre civile, mais peut-être aussi une révolte de la population, de ces jeunes qui avaient déferlé dans les manifestations de 2019 contre la vie chère, et dénonçaient au contraire le confessionnalisme de toutes les élites dirigeantes

du pays, dont le Hezbollah lui-même. Et quand Macron tance son ami Netanyahu en déclarant qu'il n'est « pas sûr qu'on défende une civilisation en semant soi-même la barbarie », il ne s'inquiète que d'une chose : le maintien de l'ordre qui permet le bon fonctionnement des affaires. Ce qu'il appelle la civilisation.

PAR OLIVIER BELIN • 29/10/2024



LIBAN, 24 OCTOBRE 2024.

SOMMET DES BRICS+ : CONTESTER L'HÉGÉMONIE AMÉRICAINE TOUT EN DÉFENDANT LE SYSTÈME IMPÉRIALISTE

Le sommet des Brics+ (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, auxquels se sont ajoutés en 2024 l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran) a réuni trente-quatre pays fin octobre à Kazan, en Russie. L'occasion pour Poutine de mettre en scène l'échec des tentatives américaines de l'isoler sur la scène internationale.



BLOC CONTRE BLOC ?

Si le sommet de Kazan est incontestablement un succès d'image pour Poutine, il est loin d'avoir cimenté un bloc de soutien à l'invasion russe de l'Ukraine ou à l'Iran agressé par Israël. La Turquie, représentée par le président Erdoğan en personne, est membre de l'Otan. L'Arabie saoudite, dont l'adhésion aux Brics+ a été ratifiée l'an dernier, est loin d'être un opposant au système de domination des États-Unis au Moyen-Orient. L'Égypte aussi a fait acte de candidature, un allié sûr de l'impérialisme américain, qui maintient la frontière de Gaza hermétiquement close pendant le génocide. Modi, qui représentait l'Inde à Kazan, est lui-même un allié indéfectible de Netanyahu.

Ce n'est certainement pas un positionnement commun dans les deux conflits les plus chauds qui soude ce regroupement en formation, mais des intérêts sonnants et trébuchants à faire valoir face à la domination américaine.

UNE ALLIANCE DE PUISSANCES IMPÉRIALISTES ET RÉGIONALES ÉMERGENTES POUR RÉCLAMER UNE PLUS GROSSE PART DU GÂTEAU

Les discussions ont essentiellement porté sur la question de la monnaie avec un objectif commun, celui de trouver des voies pour contourner les sanctions économiques que les États-Unis ont infligées à l'Iran et, de façon décuplée, à la Russie. Ces deux pays partagent ce même intérêt avec leurs partenaires commerciaux et ceux qui aspirent à

le devenir, les pays producteurs d'hydrocarbures ainsi que tous ceux qui savent qu'ils pourraient être bientôt visés par des mesures de rétorsion similaires.

Les Brics+ regroupent aujourd'hui 45 % de la population de la planète et représentent plus du quart de la valeur nominale des richesses produites dans le monde. La Chine à elle seule pèse 65 % du PIB des Brics+.

Si tout le monde voit bien en quoi la Russie de Poutine peut tirer profit du sommet de Kazan, c'est bien Pékin qui est à la manœuvre dans la concurrence qui l'oppose aux États-Unis. Avec la crise du Covid et les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient, la mondialisation s'est un peu fissurée. Pour l'instant en tout cas, la Chine en est à s'entourer pour tenter de forcer les États-Unis à amender un système monétaire incontournable et exclusivement à leur avantage - preuve que Washington reste incontestablement l'impérialisme qui dicte son agenda au reste du monde. Toujours est-il que *Le Monde diplomatique* du 24 octobre souligne que, dans le communiqué issu du sommet, « le mot "inégalité" n'apparaît pas. En revanche, "marché de capitaux" figure vingt-six fois et le terme "investissement" quatre-vingt-neuf ».

Nulle trace de la moindre perspective pour affaiblir la domination du capitalisme ou soulager les peuples, mais plutôt la fondation d'un nouveau « repaire de brigands », comme Lénine qualifiait la Société des Nations, ancêtre de l'ONU.

PAR RAPHAËL PRESTON • 29/10/2024

UNE ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EST UNE ATTAQUE CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS

Le 18 octobre, le Premier ministre Barnier et le ministre de l'Intérieur Retailleau sont allés faire ami-ami avec deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien. En ligne de mire : les migrants, auxquels une loi en préparation promet de pourrir un peu plus la vie en France. Mais que cherche exactement le gouvernement français ?

DES MESURES CRIMINELLES...

Cette loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi carrément punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche aussi des pays où les renvoyer, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... que des dictatures. La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour leur sous-traiter l'enfermement des migrants.

... ET STUPIDES

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an. Elle donne accès à des soins de base. Les médecins, dans leur immense majorité, soulignent que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère telle que la tuberculose, c'est créer les conditions d'une épidémie qui frapperait tout le monde ! Retailleau et Barnier le savent bien, mais ils s'en moquent.

UNE HAINE DE CLASSE

Dans tous nos lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les cadences deviennent partout plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS !

Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population, pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. Plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Cette politique, qu'elle soit menée par les macronistes, par la droite, par l'extrême droite ou même par la gauche est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

Nous sommes plus forts lorsque nous faisons bloc, ensemble !

LA RÉDACTION • 27/10/2024

De l'extrême droite à la gauche, au fond, tous d'accord pour l'Europe des barbelés

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, membre du parti conservateur chrétien-démocrate allemand, a fait aboutir en mai 2024 le projet de Pacte sur la migration et l'asile. Un pacte salué par l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen. Ce pacte prévoit de tripler le nombre de garde-frontières de l'agence européenne Frontex, portant leur effectif à 30 000. Il prévoit aussi de durcir le droit d'asile en rendant obligatoire aux frontières extérieures le filtrage qui consiste à enfermer les migrants dans des camps le temps des procédures.

LA SOUPE DÉMAGOGIQUE AU SERVICE DE L'EXPLOITATION RENFORCÉE

Le patronat a besoin des travailleurs immigrés pour les boulots les plus durs et précaires. Et même les démagogues d'extrême droite s'y plient sans sourciller !

En Hongrie, Viktor Orbán a pris des mesures d'assouplissement de l'immigration à la demande du patronat de l'automobile.

Le gouvernement grec, pourtant de la droite dure, a suivi la même tendance. Là-bas, le patronat a besoin de 180 000 travail-

leurs agricoles chaque année. Ni une, ni deux, une nouvelle loi a été votée : les travailleurs sans papiers disposant d'un contrat de travail peuvent obtenir un permis de séjour de trois ans. Oui mais voilà : ils doivent immédiatement quitter le territoire s'ils perdent leur emploi. Et, récemment, c'est Meloni en Italie, admirée par Le Pen en France, qui a fait voter des mesures similaires.

La gauche n'est pas en reste. Au Danemark, Mette Frederiksen, membre du Parti social-démocrate, s'est fait réélire en 2022 en présentant l'immigration comme un danger. En Espagne, le socialiste Pedro Sanchez louait l'immigration comme « une chance pour le pays », traduire : un moyen d'organiser l'exploitation des travailleurs saisonniers marocains. C'est le même socialiste qui, le 10 octobre dernier, a demandé d'avancer d'un an l'entrée en vigueur du Pacte sur la migration. En Allemagne, le social-démocrate Olaf Scholz a décidé récemment de rétablir le contrôle aux frontières.

Voilà à quoi servent les discours et lois anti-immigrés : précariser toujours plus une partie des travailleurs. En contrôlant plus durement les déplacements sur la planète, le

patronat veut sélectionner au mieux la force de travail dont il a besoin.

Dans l'usine mondiale qu'est le capitalisme, chaque travailleur doit être mis à sa place, selon une seule préoccupation : maximiser les profits.

« En contrôlant plus durement les déplacements sur la planète, le patronat veut sélectionner au mieux la force de travail dont il a besoin. »

LES CAMPS DE LA HONTE

L'Europe, par le biais de Frontex et des polices aux frontières, enferme les migrants dans des camps ou centres de rétention le temps d'effectuer les procédures d'asile. En Grèce, il existe au moins huit camps officiels. En Italie, quatre camps sont dédiés aux arrivées par la Méditerranée. L'Espagne gère plus de cinq camps. La France n'a qu'un camp officiel à Briançon, mais plusieurs camps informels se sont formés à Calais, Dunkerque et Paris. Les dirigeants politiques se targuent de les « évacuer » pour montrer leur fermeté. Une démagogie de plateau télé qui masque une violence honteuse : des centaines de flics envoyés au petit matin pour lacérer les tentes, confisquer toutes les affaires et violenter tout le monde. Les ordres donnés sont clairs et vont même jusqu'à interdire de donner de l'eau aux bébés sur place.

L'Europe délègue, entre autres à la Turquie (trente camps), à la Libye (treize camps) et à la Tunisie (huit camps) la gestion des migrants. Les camps libyens sont souvent

contrôlés par des milices paramilitaires (brigades Al-Nasser, Brigade 301, Brigade d'Abou Salim), qui, outre l'esclavage et la torture, demandent des rançons en échange de la liberté. En Turquie, environ 142 000 migrants ont été déportés depuis octobre 2023 avec l'approbation de l'UE, dont le logo apparaît sur les bus et les systèmes de contrôle.

LA SOUS-TRAITANCE DU SALE BOULOT

En 2016 puis 2020, l'UE a signé un accord avec la Turquie, d'une valeur de 6 milliards d'euros, afin que le pays prenne en charge les réfugiés, notamment syriens. En réalité, la Turquie pratique des refoulements massifs. En juillet 2023, un accord a été signé avec la Tunisie après des négociations tripartites entre Kaïs Saïed, Meloni et l'UE. Il prévoyait une aide de 105 millions d'euros pour lutter contre l'immigration irrégulière, ainsi qu'une aide budgétaire de 150 millions d'euros pour l'État tunisien.

Depuis 2013, l'UE finance le Maroc pour la gestion des flux migratoires, à hauteur de 300 millions d'euros. La police marocaine protège la frontière de Ceuta, une enclave espagnole au nord du pays. L'Espagne finance cette collaboration (30 millions d'euros en 2022) tout en autorisant une immigration saisonnière pour le ramassage des fruits et légumes.

L'UE et ses dirigeants ne veulent pas se salir les mains et préfèrent sous-traiter le sale boulot à coup de milliards qui manquent ailleurs. Voilà la mesure de leur courage politique : durs contre les pauvres parmi les pauvres, mais à genoux devant les puissants de ce monde capitaliste.

PAR ARVO VYLTT • 29/10/2024

LEURS MENSONGES D'EN HAUT

« LA FRANCE ACCUEILLE TROP D'IMMIGRÉS » ?

Faux ! En 2023, les nouveaux titres de séjour délivrés représentaient environ 0,5 % de la population totale, portant à 7 % le nombre d'étrangers dans la population.

« LES IMMIGRÉS VOLENT LE TRAVAIL DES FRANÇAIS » ?

Encore faux ! Le taux de chômage des immigrés avoisine les 14 % contre 7,5 % pour les natifs. Ils occupent surtout des emplois dans les secteurs les plus pénibles et sous-payés, où le patronat peine à recruter : 61 % des ouvriers agricoles, 22 % des ouvriers du bâtiment et 29 % des employés de la restauration sont immigrés.

Retailleau entend faire passer en 2025 une loi pour un tri sur mesure des migrants, en fonction d'une utilité économique dont le patronat serait seul juge. Donc, pas question d'offrir des garanties à long terme en termes d'accueil. Les migrants doivent être une main-d'œuvre sous-payée et surexploitée.

« L'IMMIGRATION CRÉE DE L'INSÉCURITÉ » ?

L'extrême droite a beau faire du battage autour de quelques affaires dramatiques commises par des étrangers, leur part dans les arrestations et condamnations est équivalente à leur part dans

la population. La pauvreté, l'exclusion sociale, le chômage et la casse des services publics sont les vrais facteurs d'insécurité.

« LES MIGRANTS PLOMBENT LES FINANCES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE » ?

Selon l'OCDE, les immigrés paient plus d'impôts et de cotisations que ce qu'ils reçoivent en aides sociales. Souvent, le manque d'information et les obstacles administratifs limitent leur accès à ces aides. Loin de remédier à cette situation, le gouvernement pourrait s'attaquer à l'aide médicale d'État, et renforce les exclusions dites « légales » : à partir du 1^{er} janvier 2025, la durée de résidence requise passera de six à neuf mois par an pour les allocations familiales.

DES PRÉJUGÉS RACISTES VENUS « D'EN BAS » ?

C'est exactement l'inverse ! Le chômage, le coût de la vie, l'avenir de la planète : voilà les vraies préoccupations de la majorité des classes populaires, malgré les campagnes alimentées par les médias d'extrême droite et les politiciens.

Depuis plus de quarante ans, tous les gouvernements, de gauche, de droite ou macronistes, même élus pour faire « barrage » au FN-RN, ont fait passer des lois anti-immigrés, banalisant ainsi les idées de l'extrême droite. Les « barrages » sont ainsi devenus des passoires !

PAR MARTIN ERAUD • 29/10/2024

NOTRE RÉALITÉ D'EN BAS

De la République du Congo aux études d'infirmières, parcours d'une combattante

Extraits d'un entretien avec Victoire, étudiante infirmière dans une grande ville française, arrivée en France depuis Brazzaville en 2017 avec un visa étudiant désormais expiré. L'obligation de quitter le territoire français (OQTF) qui la menaçait a été levée récemment. En dernière année d'institut de formation en soins infirmiers (Ifsi), elle raconte ses expériences pour trouver un stage, étape nécessaire à sa formation.

COMMENT S'EST PASSÉ TON PREMIER STAGE ?

VICTOIRE : Pour mon premier stage, l'Ifsi m'a envoyée en cardiologie. Alors que je n'avais aucune notion en cardio !

Pendant le stage, certains me disaient : « Toi, en fait, t'es en première année d'aide-soignante », alors que j'étais pourtant en première année d'infirmière. D'autres stagiaires, dans le même service que moi, ont pu aller voir comment se passaient les interventions chirurgicales. Moi, personne ne m'a laissée aller voir les interventions. J'étais livrée à moi-même.

AU NIVEAU DES PAPIERS, DE TA SITUATION MATÉRIELLE, OÙ EN ES-TU ?

V. : C'est stressant, le blocage a un effet sur la qualité de mon apprentissage. Financièrement, c'est chaud. J'ai demandé une bourse, mais, vu que je n'ai pas de titre de séjour, je n'ai pas pu

l'avoir. J'étudie sous la pression. Et, quand on me demande de justifier mes papiers à l'école pour obtenir une bourse, ça me stresse encore plus.

Je suis isolée dans la classe. Tout le monde a son petit groupe, sauf moi. Je suis seule très souvent et, quand je travaille en groupe, on ne me laisse pas toujours la parole, ou on me fait comprendre que ce que je dis n'est pas intéressant.

Pour mon dernier stage, ça a été compliqué aussi. L'Ifsi voulait m'envoyer à une quarantaine de kilomètres du lieu de la formation. J'ai dû par conséquent chercher un stage par moi-même. Avec Amélie, une amie qui vient d'être diplômée, on a passé tout un après-midi à appeler des Ehpad et des cabinets libéraux. Quand c'est Amélie qui laissait les messages et présentait ma demande, on la rappelait, mais moi je n'ai jamais été rappelée. Chercher un stage avec une Française, cela augmente les chances de trouver. Finalement, j'ai trouvé un stage après avoir envoyé mon CV par mail : comme quoi mon expérience est appréciée... sauf quand on entend mon accent étranger.

CORRESPONDANTS • 29/10/2024

La planète emmurée

À la fin de la guerre froide, il existait 19 murs fermant des frontières dans le monde. Quand le mur de Berlin est tombé, ce devait la fin d'une époque. Pourtant, aujourd'hui, on en compte 74 dans le monde, constitués de béton, de barbelés, ainsi que de garde-frontières et d'outils de contrôle (drones, capteurs, enregistrements biométriques). L'ensemble fait un total de plus de 40 000 kilomètres : plus que la circonférence de la planète !

LA LUTTE DES CLASSES N'A PAS DE PASSEPORT

En désignant les immigrés comme boucs émissaires, les politiciens cherchent à masquer leur responsabilité dans la baisse des salaires et les licenciements. Vouloir renforcer les frontières entre les travailleurs de différents pays revient directement à les renforcer entre travailleurs au sein d'une même usine. Au contraire, nous voulons abattre ces frontières, en refusant de nous laisser diviser, quelle que soit notre nationalité. Plus qu'un combat humanitaire, la lutte commune contre l'exploitation et le cortège d'exclusions qui l'accompagne est le meilleur moyen de défendre ensemble nos intérêts.

Un témoignage des ateliers de maintenance ferroviaire

Aux ateliers, les travailleurs sont de toutes origines (Europe de l'Est, Afghanistan, Afrique) et ce brassage se renforce avec la précarisation des contrats de travail. Parfois, il y a des affinités en fonction des origines. Mais souvent, dans le boulot et les tâches les plus pénibles, les travailleurs s'entraident. Peu important les origines pour réaliser la production et surtout pour rendre le travail moins pénible. Bien sûr, le poison des idées racistes ne s'arrête pas à la porte de l'usine et j'ai pu entendre des trucs dégueulasses. Mais on est souvent surpris de voir ces mêmes collègues donner un coup de pouce à un collègue étranger récemment arrivé, voire le défendre face à un chef.

CORRESPONDANTS • 29/10/2024

SNCF AMIENS

Les cheminots refusent d'être bradés

Finis les billets hors de prix ? Les retards de trains ? Les pannes à répétition ? Tant de miracles promis par la fin du monopole de la SNCF avec ses cheminots privilégiés ! Le privé va dynamiser tout ça... Ou plutôt dynamiter !

À Amiens, l'ouverture à la concurrence est prévue au 15 décembre. Les cheminots concernés seront désormais salariés de... « SNCF étoile d'Amiens ». Le même patron ? Oui ! Mais dans une filiale privée, avec moins de monde, moins de droits et moins de salaire. On sent le miracle arriver à grands pas !

Histoire de se mettre dans l'ambiance, douze suppressions de poste sont déjà prévues aux ateliers de maintenance.

SALAIRES GELÉS : ILS SONT GIVRÉS !

La direction de la SNCF promet le maintien du salaire net lors du transfert. Bluff à tous les étages ! Il ne s'agira que de la

moyenne salariale annuelle de l'année avant transfert, pas du dernier salaire mensuel. Le mécanisme prévoit de plus d'effacer l'ancienneté sur les années à venir. Sa promesse, c'est le maintien des salaires faibles pour toutes les années à venir !

JEU TRUQUÉ

Le transfert du personnel est le nouveau jeu d'échec de la direction SNCF. Ces transferts concernent les agents du fret, peut-être demain ceux des services administratifs et sociaux, voire de l'entretien des voies et caténaires. En plus du coût des billets à la hausse pour les usagers, elle vise à baisser le coût des cheminots !

VERS LE TRANSFERT DE LA LUTTE ?

Les cheminots d'Amiens ont décidé d'entrer en lutte. La direction prévoit le transfert au 15 décembre ? C'est la date

qu'ils ont choisie pour le début d'une large grève ! Les intentions de grève touchent 100 % des conducteurs et déjà plus de la moitié des contrôleurs. Des agents des ateliers ont aussi prévu de les rejoindre.

CORRESPONDANTS • 29/10/2024

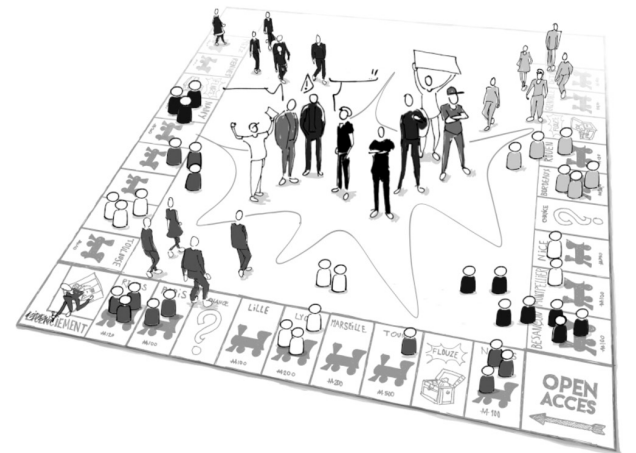


L'OUVERTURE À LA CONCURRENCE À LA RATP NE DOIT PAS METTRE EN CONCURRENCE DES TRAVAILLEURS

Dans quelques mois, le secteur des bus de Paris et de sa petite couronne sera « ouvert à la concurrence ». Fini le monopole de la Régie autonome des transports parisiens (RATP). Entre fin 2025 et 2026, la gestion des dépôts et des salariés sera transférée à des entreprises privées, comme à la RATP elle-même à travers sa filiale Cap Île-de-France. Cette ouverture à la concurrence, préparée depuis quinze ans en France comme en Europe, voudrait rendre toujours plus flexibles les travailleurs, abaisser les salaires, s'attaquer aux syndicats en les divisant eux aussi par lots et, plus directement, pour tenter de contrer les réactions des travailleurs. Un « diviser pour mieux régner », afin d'individualiser tout ce qui peut l'être : les rémunérations comme les réactions.

Mais la direction de la régie n'a pas attendu 2025 pour permettre à ses filiales ou à leurs concurrentes d'en tirer le maximum de profits. Valérie Pécresse, présidente Les Républicains de la région, est pointée comme seule responsable en tant que donneur d'ordre à la tête d'Île-de-France Mobilités. Pourtant, les politiques de tous bords accompagnent ces attaques : à Lyon ce sont les Verts qui ont organisé l'allocation, générant plus de concurrence au sein d'un réseau jusque-là confié à une seule entité.

Y mettre un coup d'arrêt, ça se passera dans nos luttes, et le secteur en connaît chaque semaine. Pour l'instant c'est en ordre dispersé, sur des revendications pourtant communes.



Le calendrier va s'accélérer : sans attendre celui des patrons et des autorités organisatrices, il faut qu'on se retrouve pour organiser la riposte, par exemple à l'occasion de la journée de grève du 12 novembre !

PAR SELMA LABIB ET MARINA KUNÉ • 29/10/2024

Journées d'action sans lendemain ou plan de lutte d'ensemble ?

La journée syndicale d'action sur les salaires avait été fixée au 1^{er} octobre, calée sur la date du dépôt prévu de la loi de finances à l'Assemblée nationale. La grève appelée par les syndicats CGT, SUD, FO et Unsa dans la santé a été fixée au 29 octobre pour coïncider avec la période prévue de débat sur le budget de la Sécurité sociale. Entre les deux, c'est le 17 octobre que les travailleurs de l'automobile (constructeurs et entreprises sous-traitantes) sont allés manifester au salon de l'auto.

Il s'agit bien entendu de tout faire pour assurer le succès de telles journées d'action. Parce qu'elles peuvent être des étapes de la mobilisation nécessaire et que leur échec ne favoriserait évidemment pas cette dernière. Mais le calendrier syndical se calque sur le calendrier parlementaire – comme pendant le mouvement des retraites de 2023 – et n'appelle que chacun son tour, séparément, à la traîne des échéances politiciennes, comme si les directions syndicales laissaient les tra-

vailleurs dans l'attente de l'élection présidentielle dans deux ans, ou d'éventuelles législatives anticipées.

Or, selon la CGT, on est passé de 132 plans sociaux en mai à 180 aujourd'hui. Des dizaines de milliers de travailleurs sont menacés de perdre leur emploi : dans l'automobile, mais aussi chez tous les sous-traitants, des industries mécaniques à la chimie.

Il ne s'agit pas d'attendre neuf mois ou deux ans pour réagir ! Ni de donner des conseils industriels au patronat, comme Sophie Binet au Mondial de l'automobile avec son « petit » véhicule électrique « économique ». La seule réponse à la vague de licenciements en cours ou à venir, c'est d'œuvrer à créer un rapport de force qui permette de fédérer toutes les colères des classes populaires – et elles sont nombreuses ! Il faut donc un plan de lutte global contre les licenciements, et non entreprise par entreprise. Les

travailleurs de plusieurs sites et secteurs ont montré au Mondial de l'auto qu'il était possible d'agir ensemble et de se coordonner. Car il faudra s'organiser pour en arriver aux manifestations régionales et nationales qui feront de la lutte contre les licenciements une question politique incontournable. C'est, à chaque étape, en mesurant leur nombre et leur impact, que les travailleurs peuvent apprécier leurs chances de succès, s'engager toujours plus nombreux dans la lutte et « mettre le pays à l'arrêt » pour contraindre gouvernement et patronat.

Utopique ? En tout cas bien moins que d'attendre, au chômage, un salut qui viendrait d'on ne sait quelle majorité parlementaire dans on ne sait quelle élection...

SUITE >>

>> **DES TRAVAILLEURS DE TOUS
LES SECTEURS MANIFESTENT
AU MONDIAL DE L'AUTOMOBILE**

Jeudi 17 octobre, en effet, plusieurs centaines de salariés se sont réunis devant le Mondial de l'automobile pour dénoncer les licenciements, suppressions de postes et fermetures de sites. Des délégations d'équipementiers sont venues de toute la France : Dumarey, Novares, MA France, Valeo, GMD, Bosch ou encore Walor, Forvia et bien d'autres. Ils manifestaient nombreux aux côtés des délégations de salariés des constructeurs comme Stellantis et Renault - dont certains sites sont également menacés - ou de l'industrie de la chimie comme Michelin.

Une hécatombe européenne de l'emploi, et pas seulement française, comme sont venues en témoigner des délégations de travailleurs de l'automobile de Turquie, d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne et de Belgique. Leur message était clair : ne nous laissons pas diviser pays par pays ! Une bonne raison pour ne

pas se laisser diviser non plus entreprise par entreprise ou site par site !

**LE SEUL PROJET POUR
LES TRAVAILLEURS,
C'EST DE LUTTER TOUS ENSEMBLE**

En plus de mettre en avant des « projets industriels », la CGT réclame une « loi GM&S », projet de réponse juridique et illusoire avancé par la CGT lors des licenciements à l'usine GM&S de La Souterraine (Creuse) qui, en 2017, s'était vu privée de commandes par Stellantis et Renault. La loi viserait à faire reconnaître la responsabilité des donneurs d'ordre. Mais Stellantis reconnaît déjà ses responsabilités, puisque le groupe négocie indirectement les conditions inacceptables des licenciements à MA France !

En appeler à la vigilance de l'État ? Comme le rappelait un syndicaliste de Dumarey sur La Chaîne parlementaire, c'est avec la bénédiction de l'État que GM&S a vidé son usine de La Souterraine, passant de 500

salariés en 2017 à 80 aujourd'hui, qui sont à nouveau menacés de licenciement.

Les luttes existent déjà à MA France, Valeo, Dumarey ou encore Novares. Comme l'ont dit plusieurs intervenants à la tribune

du rassemblement du salon de l'auto, un rapport de force favorable ne se décrète pas, mais les premières prises de contact en vue de se coordonner ouvriraient bien des possibilités.

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER ET LÉO BASERLI • 29/10/2024



DÉLÉGATIONS DES USINES MENACÉES DEVANT LA TRIBUNE

Suppressions d'emplois : la lutte doit dépasser le vote du budget

Mardi 29 octobre, près de 300 salariés se sont réunis place des Invalides à l'appel de la CGT, de SUD, de FO et de l'Unsa contre le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Un rassemblement des salariés de la santé et des organismes sociaux dont les conditions de travail seront directement impactées par les baisses budgétaires et les emplois menacés. Mais il a aussi été rejoint par des délégations de l'industrie chimique : Trelleborg, Lat Nitrogen, Kem One, BioMérieux et surtout Sanofi de Montpellier, Lisieux, Pasteur, Vitry-sur-Seine... Tous présents contre la loi budgétaire, les participants avaient aussi en tête les menaces qui pèsent sur les emplois. Une préoccupation directement exprimée par les travailleurs de Sanofi, exposés à un plan de suppression de

330 emplois en recherche et développement, et aux menaces sur l'avenir de leurs collègues de la filiale Opella, que Sanofi cherche à vendre. Aujourd'hui, ce sont les sites de Vitry-sur-Seine et de Lisieux qui sont principalement concernés, mais tous sentent que leur tour peut venir dans un avenir proche.

D'après l'organisation patronale France Chimie, près de 15 000 emplois seraient en effet menacés dans ce secteur. Les patrons, jugeant que l'activité n'est pas assez rentable au regard de la concurrence, se lancent dans une restructuration sur le dos des salariés. Certains participants ont bien compris que leur lutte ne doit pas rester circonscrite au vote du budget, mais que c'est auprès de ces dizaines de milliers d'alliés de lutte qu'il faut aller chercher du soutien. Les délégations de

Sanofi Pasteur et de BioMérieux Craponne préoyaient déjà de rendre visite aux salariés de Vencorex mercredi 30 octobre, lors d'un rassemblement devant leur usine de Pont-de-Claix (Isère) placée en redressement judiciaire. Ces derniers se sont mis en grève à partir du 23 octobre car l'unique proposition de reprise mise sur la table (comme l'oblige la loi Florange de 2014) prévoyait de conserver 25 emplois sur près de 500 que compte le site ! Les espoirs sur un éventuel soutien du côté de l'État se sont eux aussi évaporés vendredi 25 octobre, lorsque la seule proposition

de l'entretien avec le ministre chargé de l'Industrie, Marc Ferracci, a été de faire un selfie « pour [le] montrer aux salariés » !

Aucune protection ne viendra d'une quelconque loi ou des services de l'État. Pour s'opposer aux dizaines de milliers de suppressions de postes dans la chimie, dans l'automobile et ailleurs, il ne faudra compter que sur nos luttes et notre capacité à les coordonner les unes aux autres.

PAR ADRIAN LANSALOT • 29/10/2024



RASSEMBLEMENT PLACE DES INVALIDES

La lutte continue à l'usine Sanofi de Lisieux (Calvados)

La CGT et la CFDT du groupe Sanofi ont appelé lundi 21 octobre à « suspendre » au niveau national la grève reconductible à laquelle elles avaient appelé depuis le jeudi précédent. Elles semblent juger que l'annonce de la décision de l'État d'entrer à hauteur de 1 à 2 % via la Banque publique d'investissement dans le capital d'Opella - la filiale de Sanofi dédiée, entre autres, au Doliprane - est une nouvelle rassurante. Mais, du côté des salariés de l'usine de Lisieux - qui formule seulement le paracétamol pour en faire du Doliprane -, ce n'est pas le même son de cloche : la grève s'y est poursuivie jusqu'au vendredi 25 et la lutte continue sous forme de débrayages à partir du lundi 28 octobre. 90 % des salariés du site de production ont fait grève le

17 octobre, ce qui a fait tomber la production à 50 % du volume habituel. La colère est forte, l'inquiétude aussi : que va devenir l'usine, quelles seront les conditions de travail et qu'advient-il des accords conclus avec le groupe Sanofi ?

Dans le cadre des restructurations de l'industrie du médicament, Sanofi a filialisé ses activités de « santé grand public » dans Opella, aux bénéfices garantis mais relativement faibles, dont il veut maintenant se débarrasser. Privilégier l'activité dite « innovante » de conception de nouveaux médicaments, même risquée, promet des profits exceptionnels. Et c'est juste le fait qu'il veuille maintenant vendre sa filiale Opella au fonds de pension américain CD&R qui émeut les directions

syndicales et les dirigeants de la gauche parlementaire, venus sur les piquets de grève pour en fait s'adresser au gouvernement, avec tous les accents protectionnistes et souverainistes dont ils ont pris l'habitude.

L'appel à la grève reconductible des directions de la CGT et de la CFDT est une première depuis des années, alors que les actionnaires de Sanofi ont dépecé la boîte avec quatre plans sociaux depuis 2014, que la recherche est laminée, que les sites de production de principes actifs en Europe sont déjà filialisés dans Euroapi et qu'une partie de la chaîne pharmaceutique (galénique et de distribution) doit être cédée à des entreprises de distribution de colis comme DHL...

Le souverainisme et le protectionnisme sont des poisons pour la classe ouvrière internationale. Les travailleurs de Sanofi, comme de toute l'industrie pharmaceutique, ne pourront compter que sur le rapport de force qu'ils pourront imposer en se coordonnant avec les autres salariés menacés, de la chimie à l'automobile.

CORRESPONDANTS • 28/10/2024

À NOTER DÈS MAINTENANT DANS VOS AGENDAS MILITANTS !

>> RÉUNION PUBLIQUE DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES À ROUEN

**Jeu 07/11 à 20 heures,
MJC Saint-Sever**

Génocide en Palestine, extrême droite,
budget d'austérité, licenciements...
quelles réponses des révolutionnaires ?

>> RÉUNIONS PUBLIQUES SUR LE CAMPUS DE GRENOBLE

À 18 heures à l'ARSH

- jeudi 07/11 : quelles stratégies face aux offensives transphobes ?
- jeudi 28/11 : renverser l'État et arracher le pouvoir des patrons : réforme ou révolution
- jeudi 12/12 : l'impérialisme aujourd'hui : le rôle de la bourgeoisie française dans la marche à la guerre

>> RENCONTRES NATIONALES OUVRIÈRES (EN RÉGION PARISIENNE)

Samedi 29 et dimanche 30 mars 2025

>> RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES À BARBASTE (LOT-ET-GARONNE)

Du samedi 23 au mercredi 27 août 2025

Fête du NPA-Révolutionnaires Gironde : en finir avec le capitalisme, luttons pour changer le monde !

Près de 150 personnes présentes et plusieurs organisations avec une table de presse : LO, RP, AC, Palestine 33, OAB, ainsi que Éducation avec Gaza et le MBDHP qui ont pu animer des ateliers et le Collectif Kanaky présenter un livre. Nous avons invité LO, RP et le PT à débattre des perspectives pour le monde du travail et la jeunesse. Un débat bien suivi, dans un programme politique trop riche pour participer à tout : évolution du capitalisme, guerre au Moyen-Orient, FrancAfrique, intelligence artificielle... et des expos sur la généralisation des guerres, la montée de l'extrême droite, les luttes des femmes, la solidarité avec les

migrants. Sans oublier les allocutions d'Isabelle Ufferte et Selma Labib, à retrouver en vidéo sur www.npa-r33.org. Le climat était pluvieux mais festif entre jeux, présentations de livres, excellent repas fait par des camarades, chouette concert de blues de Cadjo... et toujours, la solidarité militante de tous les amis révolutionnaires qui font leur affaire de la tenue et du démontage de la fête, dans une ambiance joyeuse et fraternelle.

CORRESPONDANTS • 28/10/2024

2 000 manifestants pour exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah

Comme chaque année depuis le transfert de Georges Ibrahim Abdallah à la centrale de Lannemezan (65), de nombreuses organisations, dont le NPA-Révolutionnaires, appelaient à une manifestation qui a réuni cette année 2 000 personnes jusqu'au lieu de sa détention pour exiger la libération du plus ancien prisonnier politique en France et en Europe, en prison depuis quarante ans, libérable depuis 1999... mais maintenu en détention afin de satisfaire aux exigences des gouvernements américains successifs.

Militant communiste libanais, il a été arrêté en 1984 pour faux papiers, puis accusé, malgré l'absence de preuves formelles, d'être complice des assassinats en France d'un attaché militaire américain et d'un conseiller à l'ambassade d'Israël.

Les manifestants ont aussi affirmé leur solidarité avec le peuple palestinien et les populations de Kanaky en butte aux exactions des forces de répression coloniales françaises, exigeant la libération de tous les militants indépendantistes détenus en Kanaky comme en métropole.

CORRESPONDANTS • 28/10/2024



ÉLECTIONS CSE À LA POSTE POUR ÉVITER « LE REFLUX DU SYNDICALISME DE LUTTE » : IL FAUT RENFORCER LE COURANT RÉVOLUTIONNAIRE À LA POSTE !

Un article du site *Rapports de force* tirait des élections CSE de ce mois d'octobre une conclusion qui se voulait définitive : « À La Poste, les élections aux CSE confirment le reflux du syndicalisme de lutte. » Sur l'ensemble de l'entreprise, la CFDT arrive en tête avec les cadres avec 22 % des voix, tandis que les syndicats dits « combattifs » ont obtenu 20 % pour la CGT et 16 % pour SUD. Mais, derrière ces chiffres, il y a une situation à largement nuancer.

REFLUX DU SYNDICALISME « DE LUTTE » ?

« Syndicalisme de lutte » ? Aucune fédération n'a cherché à construire un mouvement de grève massif à La Poste depuis plusieurs dizaines d'années. Bien que SUD et CGT aient en leur sein des équipes combattives, leurs directions ont abandonné ce terrain. Elles ont essentiellement joué la carte du dialogue

social alors que La Poste a supprimé jusqu'à 10 000 postes par an et maintient les salaires de base au Smic.

LE VOTE DES CHEFS

Évidemment nous ne tirons pas un trait d'égalité entre la CFDT et la CGT ou SUD. Les chefs d'équipe et les cadres ont voté massivement CFDT : 46,30 % dans leur catégorie en Île-de-France. Ce syndicat est d'ailleurs vu par beaucoup de postiers comme un relais de la boîte. Cependant, la CFDT a pu faire dans certaines régions des scores importants dans les catégories ouvrières, se nourrissant de l'absence de perspectives de lutte au niveau national. La CFDT devient donc première force au niveau national grâce à l'encadrement qui a concentré son vote sur elle et à l'affaiblissement militant d'un syndicalisme CGT et SUD qui tourne de plus en plus le dos à la présence quotidienne dans les services.

ET À L'EXÉCUTION ?

Pour autant, la CFDT n'est toujours pas majoritaire chez celles et ceux qui font tourner La Poste : l'exécution. La CFDT y progresse, mais reste derrière SUD et CGT. Dans la branche courrier, la CGT et SUD obtiennent des scores supérieurs à la CFDT et totalisent 48 % des voix. Le trait est encore plus marqué dans les plateformes industrielles du courrier (PIC) qui regroupent les ouvriers qui trient le courrier : les travailleurs à l'exécution y ont voté à 26 % pour SUD, 25 % pour la CGT et 17 % pour la CFDT.

Ce vote a été amplifié dans les centres qui ont connu des luttes ces dernières années. Ainsi, le taux de participation a été particulièrement élevé dans le 92 : 68 % à l'exécution contre 55 % en Île-de-France. Les luttes et grèves animées par une équipe syndicale combattive ont permis de capter un vote de colère, à tel point que la CFDT n'y est même pas représentative. De même, à Paris 15 qui a connu plusieurs mobilisations récentes, la participation est de 77 % et SUD et CGT récoltent environ 80 % des votes. Il n'y a aucune fatalité à

voir un syndicalisme pro-boîte se renforcer : quand la CFDT fait face à des équipes combattives, elle n'arrive pas à se développer.

RENFORCER UN COURANT LUTTE DE CLASSE

Pour préparer une contre-offensive des postiers, il y a urgence à faire exister dans l'entreprise une force militante lutte de classe. Il existe encore à La Poste des dizaines de travailleurs ou d'équipes syndicales qui y aspirent, les mouvements de grèves locales de ces dernières années l'ont montré. Une intervention coordonnée des militants révolutionnaires à La Poste y aiderait. Le NPA-Révolutionnaires, LO et d'autres y ont des forces militantes. Plutôt que de se laisser guider par la défense de telle ou telle boutique syndicale, nous proposons que les militants révolutionnaires de La Poste se rencontrent pour discuter comment empêcher les suppressions d'emplois, arracher des augmentations de salaires et contester le pouvoir de direction dans l'une des plus grosses entreprises du pays.

Soutien aux militants poursuivis !

Cinq postiers du 92 (Hauts-de-Seine), dont Gaël Quirante et Yann Le Merrer passent en procès... pour des faits de grève en 2014 !

RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN

Mardi 12 novembre à 12 heures devant le tribunal de Paris, porte de Clichy

DOCUMENTAIRES

LA BATAILLE DU CHILI

PATRICIO GUZMÁN

Série documentaire en trois épisodes, disponible sur arte.tv

Chili 1970-1973. Ce documentaire en trois parties fut réalisé entre 1975 et 1979, à partir de prises de vues datant d'avant le coup d'État militaire au Chili. Il couvre les années 1970 à 1973, de l'effervescence populaire, notamment lors de l'élection d'Allende, jusqu'au coup d'État de Pinochet, en passant par l'organisation des travailleurs pour affronter les nombreuses tentatives de déstabilisation de la droite et de l'extrême droite.

Cette œuvre fleuve de trois épisodes nous plonge dans les nombreux problèmes politiques que se pose alors la classe ouvrière chilienne : débusquer les spéculateurs qui accaparent les denrées alimentaires et profitent de l'inflation galopante ; organiser des cordons industriels contre l'extrême droite et les patrons ; mettre fin à une grève de camionneurs organisée par les syndicats patronaux et soutenue par les États-Unis.

Mais, malgré un degré élevé de conscience de classe (le moindre paysan ou ouvrier interviewé veut mettre fin à la domination de la bourgeoisie), ces travailleurs enthousiasmés par le socialisme promis par Allende ne sont pas parvenus à pousser les potentialités immenses de la situation en débordant le cadre de l'État. L'auto-organisation est davantage vue par la majorité comme un soutien au gouvernement de gauche d'Union populaire que pour mettre en place un pouvoir prolétarien. Les discussions passionnantes auxquelles on assiste n'ont pas donné lieu à une remise en question du gouvernement d'Allende, soucieux de l'ordre bourgeois et respectueux de l'appareil d'État, notamment de l'armée. Un retour en arrière captivant et riche de leçons sur l'impasse tragique du réformisme.

PAR BARBARA KAZAN • 29/10/2024



BANDE DESSINÉE

ON NE LA FERME PAS

BENOÎT JAHANÉD

FLBLB, 2024, 200 p., 20 €

Les manifs sont rares au Pradet (Var). Alors, quand, en mai 2014, Benoît voit des gens rassemblés avec des pancartes devant l'école Jean-Jaurès, l'école de son enfance, là où il s'appropriait à scolariser sa fille ainée à la rentrée suivante, il s'arrête. Il apprend que le maire nouvellement élu, Stassinis, veut fermer cette école centenaire, en prétextant qu'un des bâtiments préfabriqués construits en annexe est amianté...

C'est le point de départ d'un récit mis en images par Benoît lui-même : son engagement dans une lutte qui va être au cœur de sa vie pendant six ans. Lui qui, d'habitude, préfère crayonner en solo, va se retrouver à manier toutes les formes de son art au service du collectif qui se met en place. Fanzines, affiches, cartes postales, le talent créatif et l'humour de Benoît se répandent dans tout le Pradet. Les mensonges du maire qui ferme l'école avec le soutien de l'inspection académique, trop heureuse de récupérer des postes, inspirent son art de la caricature : le nez de Stassinis s'allonge au fil des dessins. À l'humour inventif de Benoît

et de ses camarades de lutte, novices en rébellion, répondent bientôt des menaces et des intimidations : les projets immobiliers du maire n'aiment visiblement pas être contrariés. Le Pradet si tranquille s'enflamme : les élections municipales de 2020 seront-elles l'occasion de changer la donne sur la fermeture de l'école ? L'engagement de Benoît pour une liste d'opposition à Stassinis sera-t-il aussi efficace et jouissif que la lutte dessinée ? Pour le savoir, emparez-vous de cette BD pleine d'humour et de sensibilité, à l'image de son auteur.

PAR MARIE DAROUE • 27/10/2024

DJ MEHDI : MADE IN FRANCE

THIBAUT DE LONGEVILLE

Série documentaire en six épisodes, disponible sur arte.tv

PRINCE DE LA ZIK

À la consécration du groupe de rap 113 aux Victoires de la musique de l'an 2000 comme « révélation de l'année », on aperçoit sur scène, derrière les trois rappers du groupe, un jeune gars à la bouille d'ange : DJ Mehdi. Il est l'homme de l'ombre de cet album, *Princes de la ville*, au succès retentissant. Il en est le principal producteur et le beatmaker¹. Il est le sujet d'un documentaire en six parties disponible sur le site d'Arte.

Plus de vingt ans après, le sentiment de consécration transparait toujours aussi fortement dans les interviews des protagonistes. Sentiment de revanche également, pas seulement dû aux origines sociales prolétaires des membres du 113, issus du même quartier de Vitry-sur-Seine, mais aussi sans doute au fait que certains politiciens, journalistes, chroniqueurs de droite et d'extrême droite ont frappé le rap du sceau de musique des délinquants. L'attitude de boycott des médias mainstream n'a pourtant pas freiné l'ascension du rap français.

Bien sûr, DJ Mehdi, gamin de Colombes passionné de musique qui bricolait seul dans sa chambre son premier sampler, n'est pas responsable à lui seul du changement de regard sur le hip-hop. Mais, par son génie de la composition, ses influences funk et soul, son penchant pour accélérer le tempo du rap, il a produit des sons moins sombres, plus joyeux, plus festifs, en résumé plus fédérateurs que dans le reste de la scène rap française de l'époque.

DJ Mehdi est décédé à 34 ans, en 2011, dans un accident domestique. Les hommages qui ont immédiatement suivi, venant des plus grands représentants du rap comme de la musique électro, américains comme français, ne laissent pas de doute sur la place qu'il occupait, artiste faiseur d'artistes qui a laissé son empreinte dans deux des grandes épopées musicales de son temps. Le documentaire d'Arte prend le temps de les retracer et de lui rendre les honneurs qui lui sont dus.

PAR FRANCK ROUVIER • 28/10/2024

1. La création de pistes musicales et rythmiques appliquées beats, un mode de production musicale.

CET ARTICLE EST EXTRAIT D'UN ARTICLE PLUS COMPLET PUBLIÉ SUR NOTRE SITE : npa-revolutionnaires.org/dj-mehdi-made-in-france-documentaire-de-thibaut-de-longeville

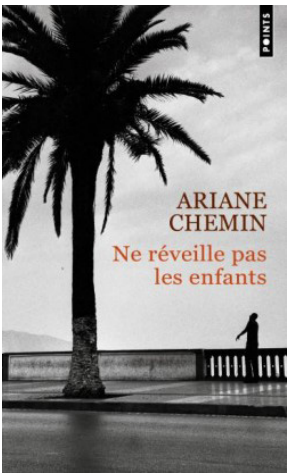


ROMAN

NE RÉVEILLE PAS LES ENFANTS

ARIANE CHEMIN

Seuil (Points), 2023, 144 p., 7,55 €



Ce court ouvrage, paru en septembre 2023 et en poche en septembre 2024, a été écrit par Ariane Chemin, grande reportrice au Monde.

Elle s'y intéresse à un fait-divers survenu le 24 mars 2022 à Montreux, en Suisse. Face au lac Léman, bel endroit respirant l'aisance et la paix, une famille française de cinq personnes s'est jetée de son balcon. Une seule d'entre elles a survécu. « Suicide collectif » comme ont conclu les enquêteurs ?

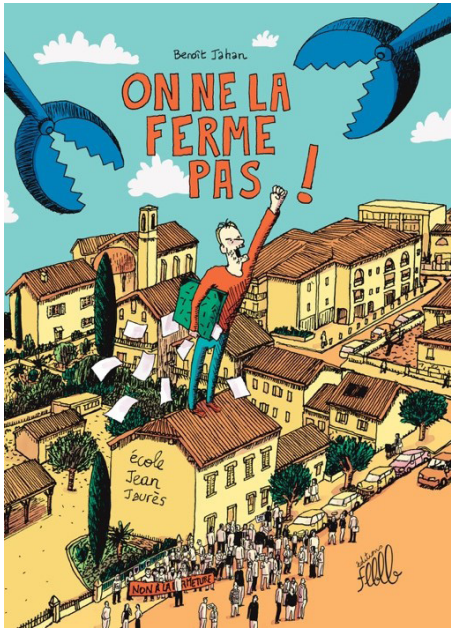
Ariane Chemin a été interpellée par le fait que les deux femmes de la famille, des jumelles, étaient les petites-filles de Mouloud Feraoun, un écrivain algérien, originaire d'une famille très pauvre de Kabylie, auteur d'un roman, *Le Fils du pauvre*, devenu un classique de la littérature algérienne, dans lequel il raconte sa propre histoire.

Mouloud Feraoun a été assassiné par l'OAS à la fin de la guerre d'Algérie. Une scène saisissante où l'on découvre qu'un des meurtriers a vécu ensuite tranquillement en France, où il est mort en 2016...

Feraoun a vécu la guerre d'Algérie comme un déchirement, comme le montre son très intéressant *Journal*. Mais, même en étant un nationaliste modéré, il se savait menacé par l'OAS et a vécu ses dernières années sous la menace constante de l'assassinat. Une citation, extraite de son *Journal*, ouvre d'ailleurs le récit d'Ariane Chemin : « *Plane sur nous une indéfinissable malédiction... C'est peut-être cela la peur, la peur panique, sans objet précis, sans fondement.* »

Le lien entre la mort de Mouloud Feraoun, la guerre d'Algérie et ce suicide collectif peut sembler ténu. Mais il existe et l'enquête d'Ariane Chemin le démontre, en nous captivant tout du long de son récit.

PAR LILIANE LAFFARGUE • 29/10/2024



Avec plus de 260 participants, le dernier week-end de formation du secteur jeunes du NPA-Révolutionnaires a été une réussite !

Les 19 et 20 octobre derniers, le secteur jeunes du NPA-Révolutionnaires organisait un week-end national de formation (WEF) à Paris pour faire le point sur la rentrée et l'actualité de nos perspectives révolutionnaires. Plus de 260 jeunes de toute la France ont participé à cette échéance riche de débats et d'échanges d'expériences qui ont été renforcés par la présence de deux délégations de camarades d'Izquierda Anticapitalista Revolucionaria (Izar) et du Conseil socialiste basque.

DES DÉBATS NÉCESSAIRES POUR INTERVENIR DANS UNE PÉRIODE POLARISÉE

Le week-end s'est ouvert sur un débat introduit par nos camarades porte-parole Selma Labib et Gaël Quirante sur la situation politique en France. Face à un gouvernement Macron-Barnier qui s'appuie sur l'extrême droite, comment lutter contre les vagues de licenciements qui percutent l'industrie ? Comment s'affronter à la nouvelle loi sur l'immigration prévue par Retailleau et Le Pen ? Les échanges entre camarades ont permis de relever un certain nombre de points d'appui pour celles et ceux qui veulent s'opposer au patronat, comme la politisation croissante d'une partie de la jeunesse ou les révoltes populaires en Martinique et Kanaky.

De la lutte contre le dérèglement climatique à la résistance face aux offensives racistes, en passant par la défense de l'auto-détermination palestinienne, les militantes et militants jeunes du NPA-Révolutionnaires

ont défendu la perspective toujours vivante des idées marxistes révolutionnaires et la nécessité pour les communistes de chercher à intervenir dans la situation.

Ainsi, plusieurs ateliers ont été consacrés aux leçons du mouvement ouvrier : qu'est-ce que le marxisme ? Comment les fascistes ont-ils pris le pouvoir en Allemagne en 1933 ? Quelles sont les responsabilités des courants socialistes, staliniens et anarchistes dans l'échec de la révolution espagnole de 1936 ?

Aujourd'hui encore, nous nous réclamons du courant trotskiste et des expériences qu'il porte en héritage et qui nous semblent indispensables pour comprendre (et donc transformer) le monde du XXI^e siècle.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION MILITANTE AU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

Ce WEF de la Toussaint 2024 constitue la première échéance (d'une longue liste !) prise quasi exclusivement en charge par



WEEK-END DE FORMATION DU NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES. | OCTOBRE 2024

la nouvelle direction du secteur jeune élue lors de notre 6^e conférence nationale d'avril 2024¹. Sa réussite, tant par le nombre de participants et de participantes que sur le plan politique ou organisationnel, indique un rajeunissement et un renforcement de notre organisation, qui correspond à la politisation observée dans la jeunesse scolarisée ces dernières années, entre les manifestations de masse pour le climat ou contre le sexisme et les violences policières.

PAR STEFAN INO • 27/10/2024



1. npa-revolutionnaires.org/6e-conference-nationale-du-npa-jeunes-revolutionnaires-la-jeunesse-communiste-organise

Retrouvez les ateliers du WEF sur notre chaîne Youtube



Mépris et répression n'entament pas la détermination des étudiantes et étudiants sans fac !

La sélection sociale à l'université s'intensifie, sous la direction du gouvernement Macron, comme de la gauche avant lui. Elle s'attaque principalement aux jeunes des quartiers populaires ou aux étudiants étrangers. La violence de cette sélection pourrait décourager, surtout quand des pans entiers de la « gauche universitaire » et des présidences d'université s'adaptent ou se font les relais de cette politique en refusant d'inscrire les dossiers restants, alors que les places existent.



RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN AUX SANS-FACS. NANTERRE, OCTOBRE 2021 | HERMANN CLICK

Mais, comme tous les ans, les collectifs de sans-facs s'organisent, et leurs soutiens, dont les militants et militantes du NPA Jeunes Révolutionnaires, ne lâchent rien et cherchent à améliorer le rapport de force.

À LYON, LA POLICE CONTRE LES SANS-FACS !

Mi-octobre à Lyon II, la mobilisation s'installait sous les fenêtres de la présidence pendant deux jours pour exiger des négociations et des propositions d'inscription. L'extrême droite s'est alors excitée, demandant une intervention policière pour évacuer la mobilisation... vœu exaucé par la présidente, qui a fait dépêcher 70 policiers à 7 heures du matin pour fouiller, contrôler et expulser les sans-facs et leurs soutiens. Pour défendre le « service public », la présidente de Lyon II utilise la matraque : on a vu mieux !

À NANTERRE, UNE PRÉSIDENTE DE « GAUCHE » COMME L'AIMENT RETAILLEAU ET BARDELLA

À Nanterre, c'est le même type de présidence qui bloque le recours d'un étudiant pour une entrée en master, alors que celui-ci est sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français qu'une inscription lui permettrait d'annuler. Voilà une politique « de gauche » qui doit plaire à Retailleau et Bardella en refusant toute négociation et en mettant des étudiantes et étudiants étrangers dans la galère.

LA LUTTE CONTINUE

Mais, que ce soit à Lyon, à Nanterre ou ailleurs, les présidences qui refusent de négocier et de proposer des inscriptions ne mettent pas fin aux mobilisations. Au contraire, les collectifs ont répondu en accentuant leurs activités. Avec des premiers résultats ! À Lille, après avoir refusé toute rencontre pendant un mois, la présidence est revenue la queue entre les jambes pour négocier et inscrire des étudiants et étudiantes. Ces inscriptions ont été obtenues suite à une action d'occupation des locaux de la présidence menée par le collectif des sans-facs, l'Unef et les organisations de jeunesse.

C'est bien en ce sens que le NPA Jeunes Révolutionnaires se tient aux côtés des luttes de sans-facs : des luttes combatives, avec des étudiantes et étudiants déterminés à ne pas se laisser faire car, par notre nombre et notre combativité, nous pouvons imposer des inscriptions pour toutes et tous ! Et aux présidences de fac, rectorats et ministère qui refusent de négocier : attention au retour de bâton !

PAR NIKO LONTAÏ • 29/10/2024



SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB: npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK: NPAJeunesRévolutionnaires | X(TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK: @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**